



## AVANT-PROPOS

AUGUSTIN DE ROMANET\*

Depuis sa première édition en 1994 par l'Association d'économie financière, parrainée par la Caisse des Dépôts, le « *Rapport moral sur l'argent dans le monde* » n'a cessé de souligner les nombreuses dérives éthiques du système financier et a exploré, à travers de multiples témoignages, les voies par lesquelles les métiers de la finance pouvaient mieux concourir au développement équilibré de notre société. Cette ambition a pu paraître à certains empreinte d'une certaine naïveté. N'était-il pas incongru, voire utopique, à l'heure du triomphe de la finance de marché, de vouloir questionner l'âpreté au gain et la culture individualiste des acteurs de marché, pour faire prévaloir des considérations d'intérêt public ? La célèbre main invisible, confortée sans doute par l'autorégulation des professionnels, n'était-elle pas censée assurer l'improbable conciliation des intérêts particuliers et de l'intérêt général ?

Au cours des dix-huit derniers mois, l'histoire s'est accélérée. En ce printemps 2009, au milieu d'une crise qui a vu le système financier mondial se disloquer sous le poids de ses propres excès, toutes les belles théories, qu'il était politiquement incorrect de contester, ont été cruellement démenties par les faits : marché efficient, *mark-to-market*, valeur actionnariale, théorie de l'agence prônant l'octroi généreux de *stock-options* pour aligner les intérêts des dirigeants sur ceux des actionnaires. Et l'ambition de donner un sens à la finance, de la mettre au service de l'économie, est plus que jamais à l'ordre du jour.

La première partie du « *Rapport moral sur l'argent dans le monde 2009* » explore largement l'état de ce vaste chantier, que la gravité de la crise a conduit à lancer rapidement, avec la prise de pouvoir obligée par les États, après la chute impensable de Lehman Brothers.

\* Directeur général de la Caisse des Dépôts.

Après une éclairante mise en perspective historique, le « *Rapport moral sur l'argent dans le monde* » explore en profondeur la problématique du contenu et du contrôle de la réglementation du secteur financier ; une réglementation sophistiquée comme nulle autre, justifiée par la place centrale de la finance dans l'économie. Lacunaire et facilement contournable, elle n'a pourtant pas pu prévenir la crise systémique.

Un deuxième grand thème concerne la gouvernance financière mondiale, qui a donné lieu à des avancées significatives au récent sommet du G20, encore inimaginables il y a seulement un an, que ce soit sur le rôle et les moyens du FMI ou sur la lutte contre les paradis fiscaux.

La crise est aussi révélatrice des profonds déséquilibres de notre modèle économique qui apparaît à bout de souffle. Le « *Rapport moral sur l'argent dans le monde* » aborde de nombreuses questions sur l'évolution de ce modèle : quels nouveaux relais de croissance, quel impact sur les échanges commerciaux, quels risques de pénuries dans le domaine alimentaire ? Comme je l'indique dans une contribution, les grands investisseurs de long terme ont un rôle important à jouer pour contribuer au retour de la stabilité et de la confiance au sein des marchés financiers. Par leurs actions, ils contribueront à de nouveaux équilibres en termes de justice sociale et d'équité intergénérationnelle. Dans cette optique, la Caisse des Dépôts, investisseur de long terme au service de l'intérêt général et du développement économique, s'efforce d'assumer sa responsabilité en contribuant à soutenir

l'économie française. Toutefois, la pérennisation d'opérateurs comme la Caisse des Dépôts suppose une réflexion approfondie sur les règles normatives et prudentielles qui régissent ceux-ci.

Enfin, l'ampleur des déviations observées pose le problème des valeurs et des finalités du système financier, ce qui légitime l'intervention publique, en charge de rappeler l'intérêt général aux différents niveaux. Elle conduit aussi à s'interroger sur les mécanismes d'incitation des acteurs, qui ont gravement failli, que ce soit au niveau des dirigeants ou à celui des opérateurs de marché. On constate *a posteriori* combien les pratiques actuelles ont pu faciliter les dysfonctionnements, en ne prenant pas en compte les comportements humains, incitant au contournement des règles ou punissant la vertu.

La deuxième partie du « *Rapport moral sur l'argent dans le monde* » présente, en contrepoint d'un modèle capitaliste en crise, d'autres manières d'entreprendre, qui donnent une large place au service de l'intérêt collectif. Sont ici abordés sous forme de trois dossiers : l'entrepreneuriat social sous différentes formes, qu'il s'agisse des initiatives d'une grande société, de l'évolution de la philanthropie américaine, ou des perspectives ouvertes par les nouveaux fonds de dotation en France ; l'économie et la finance solidaire, à travers un certain nombre d'expériences ; et enfin la microfinance, dans sa dimension internationale, avec notamment un débat intéressant sur l'expérience controversée de la microfinance au Mexique : est-il juste de faire des affaires avec les pauvres, voire « sur le dos des pauvres », ou faut-il mettre exclusivement l'accent sur



l'objectif social de lutte contre la pauvreté, comme Muhammad Yunus avec la Grameen Bank, quitte à associer les pauvres au profit en les faisant propriétaires de l'institution.

En cette période de crise où les repères s'estompent, le débat collectif est nécessaire pour faire avancer les idées nouvelles, promouvoir les expérimentations, réaffirmer les valeurs qui permettront de remettre la finance au

service de l'homme. Comme chaque année, le « *Rapport moral sur l'argent dans le monde* », ouvrage collectif sans esprit partisan, reprend un certain nombre de ces thèmes que la crise financière met cette année au cœur de l'actualité. La Caisse des Dépôts, « groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique », est heureuse de soutenir cette démarche.



